



Envoyé en préfecture le 25/06/2020

Reçu en préfecture le 25/06/2020

Affiché le

ID : 083-218300903-20200622-DELIB2020_3_3-DE

RAPPORT

D'ORIENTATIONS

BUDGETAIRES

2020

PREAMBULE

Le vote du budget primitif de l'exercice autorisant l'exécution budgétaire en dépenses est un acte politique majeur qui s'inscrit dans un cycle annuel à pluriannuel.

Le Débat d'Orientations Budgétaires qui s'appuie sur un rapport constitue la 1^{ère} étape de ce cycle.

Avec l'article 107 de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), le débat doit porter sur un rapport ci-après explicité.

Ce rapport en début de mandat tisse le cadre dans lequel s'inscrit l'ambition du programme et l'ambition d'une équipe pour une ville.

La trajectoire ainsi dessinée repose sur le constat de l'état financier de la collectivité qui permet de poser un scénario idéal à 3/5 de réalisation des objectifs.

Gestion budgétaire, épargne, rigueur et rationalisation des choix guident ce débat pour 2020 ...

SOMMAIRE

I – ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

- A – Les indicateurs économiques à l'échelle mondiale
- B – Un projet de la loi de Finances pour 2020 sous tension

II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES

- A – Des recettes de fonctionnement optimisées
- B – Des dépenses de fonctionnement maîtrisées
- C – Une épargne stabilisée
- D – Des recettes d'investissement à dynamiser
- E – Des dépenses d'investissement ambitieuses

III – DES INDICATEURS CLES

- A – Les ressources humaines
- B – Les effectifs budgétaires et la masse salariale
- C – Rémunération et temps de travail

IV – LA DETTE COMMUNALE

- A – Constat
- B – Année en cours & perspectives
- C – Analyse comparative

V – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2020

- A – La section de fonctionnement
- B – La section d'investissement

LE BUDGET DES CAVEAUX

CONCLUSION

GLOSSAIRE

I – ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

A – Les indicateurs économiques à l'échelle mondiale

Des incertitudes nombreuses ont affecté l'exercice 2019 qu'il s'agisse d'incertitudes géopolitiques, de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats Unis, du ralentissement économique de la Chine ou encore du BREXIT ...

Ces situations de doute ont entraîné fin 2019 de nettes révisions à la baisse des prévisions de croissance avec une tendance à la baisse du PIB mondial de 2018 à 2019 (3,7 % à 3 %).

Si les conditions d'une reprise pour les plus optimistes semblaient acquises fin 2019 avec des accords entre les Etats Unis et la Chine, la crise sanitaire connue début 2020 est venue bouleverser la donne. La situation est aujourd'hui, chaotique au niveau mondial, la nécessité d'une Europe économique, financière, sociale et ... solidaire et autonome s'avérant pour beaucoup comme une priorité.

Le contexte reste, au niveau mondial, de nouveau très tendu, la reprise économique restant fragile et affectant tous les pays. La France affronte aujourd'hui, une crise économique, financière et sociale qui doit inciter chacun à la prudence.

Pour autant, la relance de l'économie par l'activité est vitale et l'ensemble des collectivités territoriales participent par leurs investissements dans le BTP au redémarrage du pays.

B – Un projet de loi de finances pour 2020 sous tension

Le pays a connu une fin d'année 2019 paradoxale avec le mouvement des gilets jaunes et la réforme des retraites créant un climat social tendu. Malgré ce constat, et avant la crise sanitaire, une inflation faible, des taux d'intérêt bas et une relative amélioration du marché du travail laissaient présager une tendance favorable pour notre croissance. C'est dans ce contexte que la loi de finances pour 2020 a été préparée arrêtant des grands principes :

- ✓ la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales qui interroge nombre de maires ... et son projet de réforme fiscale associé,
- ✓ le projet de révision de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 prévu pour 2020,
- ✓ une stabilisation des concours financiers de l'Etat vers les collectivités territoriales, la Ville d'Ollioules étant doublement affectée avec une suppression définitive de sa DSU et une baisse de sa DGF,
- ✓ l'élargissement de l'assiette du FCTVA et son automatisation,
- ✓ des dotations de soutien à l'investissement local stabilisées en 2020.

Ces décisions issues de la loi de finances affectent la construction budgétaire de la commune et nécessitent des anticipations et une projection (baisse de la DGF, réforme fiscale, ...).

Cette situation est aujourd'hui affectée très sensiblement par la crise sanitaire qui est venue remettre en cause certaines décisions financières. En effet, pour le budget de la Ville, la crise sanitaire due à la pandémie, ce sont :

- des recettes en minoration, à savoir des loyers, des taxes (TLPE) et redevances réduites,
- des charges supplétives telles que l'ensemble des frais liés à l'achat de matériels et produits sanitaires ou encore les subventions de soutien notamment des commerçants du centre-ville,

et c'est aussi un programme d'investissement structurant affecté d'un retard de 3 mois.

C'est dans ce contexte contraint que s'inscrivent les orientations budgétaires pour 2020 qui s'adaptent à la situation du pays.

II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES

La situation financière de la commune d'Ollioules horizon 2020 résulte d'une période de 6 années qui a permis une stratégie multipolaire pour, au terme du mandat passé, préparer sur des bases solides le mandat à venir tout en investissant de façon importante sur le mandat passé.

Un bilan s'impose en recettes et dépenses pour comprendre la politique budgétaire et financière mise en œuvre.

A – Des recettes de fonctionnement optimisées

De nombreux événements sont venus affecter l'exécution budgétaire de 2014 à 2019 qu'il a fallu anticiper et prendre en compte :

- ⇒ Le transfert des ordures ménagères à la Métropole avec la perte du produit de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (2017)
- ⇒ Le transfert de nombreuses compétences à la Métropole (impact en dépenses et recettes) en 2018 & 2019
- ⇒ Le recul constant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) versée par l'Etat à la Ville (1 328 530 € en 2014, 472 868 € en 2019 & 443 800 € en 2020)
- ⇒ La hausse des loyers perçus par la Ville (520 000 € en 2014, 820 000 € en 2019)
- ⇒ La hausse importante des droits de mutation perçus (526 969 € en 2014, 1 217 468 € en 2019)
- ⇒ Un produit fiscal en évolution sur la seule variation physique et nominale des bases sans hausse de taux
- ⇒ Une attribution de compensation versée par la Métropole sous tension dans le cadre du transfert des charges et compétences (évaluation et revoyures).

	Moyenne 2014/2016	2017 (transfert OM)	2018 (création Métropole)	2019 (Métropole)
Atténuation de charges (013)	229 724	213 224	153 346	79 398
Produits d'exploitation & du domaine (70)	563 861	815 318	2 181 500 *	910 986
Impôts & taxes dont (73)	11 821 473	11 277 282	9 952 173	10 528 366
- produit des 3 taxes	6 385 360	6 996 392	7 133 426	7 290 456
- attribution de compensation	1 870 937	2 741 896	1 013 376	1 196 835
- TEOM	2 089 604	TPM	TPM	TPM
- taxe sur l'électricité	345 716	354 217	634 183	365 778
- droits de mutation	594 254	785 890	905 655	1 217 468
Dotations & participations (74)	1 972 740	1 686 552	1 583 538	1 530 095
- DGF forfaitaire	1 034 847	520 573	500 647	472 868
- DSU	124 971	112 474	93 728	61 237
Autres produits de gestions (75)	575 448	652 579	740 213	841 586
Autres produits (76/78)	191 859	172 055	190 991	157 487
Recette réelles de fonctionnement	15 354 952	14 817 110	14 801 761	14 047 918

* flux croisés financiers liés à la création de la Métropole : la Ville, la Métropole rembourse ➡

B – Des dépenses de fonctionnement maîtrisées

Chaque exercice repose sur la nécessité d'une maîtrise des dépenses de fonctionnement pour dégager de l'épargne (solde recettes-dépenses). Ainsi, pour chaque euro épargné c'est 3 euros investis !

La nécessité d'une maîtrise des dépenses est donc actée et réitérée lors de chaque exercice.

	Moyenne 2014-2016	2017 (transfert OM)	2018 (création Métropole)	2019 (Métropole)
011 Charges à caractère général	3 065 578	2 889 961	2 935 143	2 566 294
012 Charges de personnel	6 016 220	5 740 591	5 730 151	5 637 616
65 Charges de gestion	2 327 362	1 938 800	1 701 238	1 305 849
66 Frais financiers	164 582	132 996	*1 429 728	75 779
Autres dépenses réelles	61 211	149 129	14 030	2 652
Travaux en régie	- 299 928	- 299 697	- 219 740	- 219 823
Dépenses réelles de fonctionnement	11 331 306	10 551 780	10 640 550	*2 9 368 367

*1 Remboursement de dette de 341 750 €

*2 la Métropole finance dès 2019 des compétences communales devenues métropolitaines (voirie, éclairage public, espaces verts) ➡

C – Une épargne stabilisée

L'épargne est, depuis 2014, consolidée et participe sur le mandat passé pour plus de 60 % au financement des investissements. L'exercice 2019 avec une recette exceptionnelle de reprise de provision, a confirmé une amélioration de notre épargne brute.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Epargne brute	3 725 643	4 260 246	4 085 051	4 265 633	4 161 211	4 679 551
Epargne nette	3 176 411*	3 945 886	3 787 260	3 986 598	3 911 617	4 413 302

* un emprunt remboursé (216 000 €)

D – Des recettes d'investissement à dynamiser

Des tensions existent sur ces recettes qui proviennent de l'Etat, des collectivités territoriales (Région, Département, Métropole ...).

Une mission spécifique est engagée en commune pour dynamiser la recherche de ces financements.

L'exercice 2019 marque une pause relative, de nombreuses notifications de subventions corrélées à des projets étant inscrites sur 2020.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
RECETTES PROPRES D'INVESTISSEMENT						
- FCTVA	802 623	458 000 RAR	326 408	828 000 RAR	1 259 701	400 000 RAR
- Amendes de police	84 704	97 675	86 689	132 291	105 323	- TPM
- Taxe aménagement	819 262	450 085	737 056	506 160	355 535	532 857
- Autres dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres créances	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS (13)	1 086 124	211 519	487 021	976 374	1 020 641	265 713
CESSIONS (produits exceptionnels)	-	9 120				1 260
EMPRUNTS	9 723	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Excédents de fonctionnement capitalisés	4 708 550	3 000 000	4 010 448	4 000 496	4 240 000	4 049 806

E – Des dépenses d'investissement ambitieuses

La réalisation d'une opération d'investissement relève le plus souvent d'une procédure longue et complexe qui peut affecter le taux de réalisation. Le taux de réalisation en investissement se mesure à partir du niveau des dépenses d'équipement brut inscrites à chaque exercice.

La période 2014-2019 a permis en moyenne de réaliser par exercice près de 5 500 000 € d'investissement par an. Le mandat à venir se veut encore plus ambitieux.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses d'équipement brut	5 040 000	4 668 000	7 371 000	4 963 000	5 079 000	5 873 000
Dépenses d'équipement brut par habitant	372 €	344 €	547 €	364 €	373 €	425 €
DEB Strate 10 à 20 000 habitants	321 €	268 €	263 €	300 €	324 €	NC

III – DES INDICATEURS CLES

A – Les ressources humaines

Une mutation progressive s'effectue en commune avec les transferts à la Métropole d'agents communaux en 2017 & 2019 et certains départs notamment à la retraite qui permettent une modification de notre pyramide des âges.

B – Les effectifs budgétaires et la masse salariale

La stabilité des effectifs du personnel communal est essentielle à la stratégie financière de la collectivité qui entend maîtriser ses dépenses de fonctionnement.

Les départs de personnels vers la Métropole ont été absorbés budgétairement par l'attribution de compensation qui est un flux d'équilibre entre la Métropole et la Ville.

En effet, en 2017, avec les ordures ménagères collectées en régie ce sont 12 agents représentant 8,9 ETP qui ont été transférés. En 2019, avec la Métropole ce sont 9 agents supplémentaires qui ont été transférés représentant 8,2 ETP.

Les effectifs au 31.12.2019

	2016		2017	2018	2019	Tendance hors Métropole 2020/2019
STAGIAIRES	2		2	5	4	↘
TITULAIRES	125		112	113	94	→
NON TITULAIRES	34		40	38	47	→
TOTAL AGENTS	161		154	156	145	→
TOTAL ETP	152		142	144	133	→

La stabilité nécessaire de la masse salariale à service constant devrait être confirmée en 2020. La stabilité est ici appréciée en effectifs mais pas en valeur, le poids de celle-ci devrait évoluer de moins de 3 % en 2020.

Les charges de personnel de 2016 à 2020

	31.12.2016	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2019	Prévisionnel 2020
Rémunérations	3 655 126	3 363 206	3 304 822	3 263 188	3 380 000
Rémunérations accessoires	139 347	129 990	128 620	118 952	125 000
Régime indemnitaire	309 406	387 935	491 021	507 281	510 000
Autres rémunérations	76 867	99 729	21 772	34 209	35 000
Charges patronales	1 903 916	1 759 732	1 783 916	1 713 986	1 720 000
Charges brutes annuelles	6 084 663	5 740 592	5 730 151	5 637 616	5 770 000

Une gestion prévisionnelle des ressources humaines active des effectifs permet de privilégier certains outils de pilotage de la masse salariale :

- une stratégie de redéploiements internes quand cela est possible,
- une optimisation de l'organisation du travail dans les services,
- une anticipation sur les mouvements de personnel notamment les départs à la retraite.

Pour information, la répartition homme/femme au sein de la collectivité est la suivante avec une traditionnelle représentation symptomatique de la Fonction Publique Territoriale (personnel titulaire & stagiaire).

CATEGORIE	SEXE		TOTAL	Part relative
	FEMME	HOMME		
A	10	4	14	14,3 %
B	6	3	9	9,2 %
C	53	22	75	76,5 %
TOTAL	69	29	98	100 %
	70,4 %	29,6 %		

C – Rémunération et temps de travail

Pour les agents titulaires et stagiaires de la collectivité ainsi que les contractuels annualisés, la rémunération se décompose ainsi :

- les éléments de rémunération,
- le régime indemnitaire mensualisé,
- une prime de fin d'année représentative d'un 13^{ème} mois assise pour moitié sur la présence et pour moitié sur la manière de servir. Cette prime est proratisée au temps de travail. En sus de ces éléments demeurent des avantages en nature (logements, repas et véhicules). La Ville par ailleurs, adhère au COS VAR, comité d'entreprise mutualisé qui délivre aux agents des bons et peut offrir des tarifs avantageux pour certains événements. Enfin, la commune propriétaire d'un studio à SUPER DEVOLUY le loue au personnel communal à un tarif modeste,
- s'agissant du temps de travail, 2 systèmes cohabitent, la pleine flexibilité s'avérant impossible :

- . soit 37 H 50, temps complet à raison de 7 H 50 par jour avec 9 jours de RTT et 30 jours de congés annuels
- . soit 35 H 00, temps complet à raison de 7 H par jour avec 30 jours de congés annuels sans RTT.

Certains aménagements d'horaires sont accordés par l'autorité territoriale après avis du chef de service. Enfin, des services ont des horaires annualisés (personnel ATSEM et établissement d'accueil petite enfance).

Certains agents sont, à leur demande à temps partiel (temps de travail à temps complet réduit) et d'autres agents sont à temps non complet (temps de travail maxi de 80 % par exemple).

IV – LA DETTE COMMUNALE

A – Constat

BUDGET PRINCIPAL

Le niveau d'endettement de la commune fait l'objet d'une attention particulière et évolue favorablement pour 2 raisons essentielles :

- le non recours à de nouveaux emprunts
- un emprunt échu en 2018

Le CRD (capital restant dû) est donc à la baisse ainsi que le démontre le tableau ci-après :

	1 ^{er} .01.2015	1 ^{er} .01.2016	1 ^{er} .01.2017	1 ^{er} .01.2018	1 ^{er} .01.2019	1 ^{er} .01.2020
Capital restant dû	5 325 171	5 016 603	4 698 967	4 419 932	4 169 893	3 940 407

Sur ces bases et sans recours à l'emprunt en 2020, le CRD au 31.12.2020 devrait s'élever à 3 683 161 €.

La dette relative à l'exercice 2020 est constituée de 14 emprunts dont la répartition par prêteur est la suivante :

Prêteurs	Nombre de prêts	CRD au 31.12.2019	CRD au 31.12.2020
CAISSE D'EPARGNE	2	73 529,27	25 047
CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS	9	1 351 025,80	1 289 786
SFIL	3	2 498 060,53	2 368 328
TOTAL	14	3 922 615,60	3 683 161

Ces 14 prêts sont dorénavant à taux fixe. Le taux moyen de la dette est de 2,50 % en 2020 contre 2,57 % en 2019. Cette baisse de taux est la conséquence du

réaménagement de dette opéré en 2018 permettant de transformer un prêt de la SFIL d'un taux structuré de 3,65 % à un taux fixe de 2,25 %.

Il est précisé que :

- les taux des emprunts CDC sont assis sur le livret A
- les 3 emprunts effectués auprès de la SFIL, un seul demeure à taux structuré.

Pour information, au 31 décembre 2020, le CRD des emprunts effectués auprès de la SFIL pour le financement de l'acquisition et de l'aménagement de la Castellane s'élèveront à 2 368 329 € représentant 64,30 % de l'encours de la dette communale.

DETTE GARANTIE

Pour les bailleurs sociaux essentiellement et pour quelques garanties hors les logements sociaux, la commune a garanti un CRD au 1^{er} janvier 2020 de 6 873 380 €. Il est précisé que la Métropole est dorénavant appelée à garantir les opérations de création des logements sociaux en lieu et place des communes (nouvelles opérations).

B – Année en cours & perspectives

La commune n'a plus emprunté depuis 2014. Dans le cadre de la gestion active de la dette, un emprunt a été remboursé à taux révisable et un autre sur un taux structuré est passé en taux fixe. Aucun emprunt n'a été contracté en 2019.

Pour 2020, le remboursement du capital de la dette est estimé à 257 245 € et les intérêts à 127 884 €.

Pour les exercices à venir, la commune dans le cadre de la production de logements sociaux n'a pas souhaité appeler d'emprunts de la CDC. Un potentiel d'emprunts à réaliser demeure important.

C – Analyse comparative

La dette communale par habitant est un indicateur, parmi d'autres, de bonne santé financière. Il dépend de la population qui évolue en commune d'Ollioules et du capital restant dû qui est tendanciellement à la baisse.

Dette communale

	OLLIOULES		Dette au 1.01.2020	MOYENNE	
	Dette au 1.01.2018	Dette au 1.01.2019		Moyenne strate	TPM
Population	13 611	13 813	13 972	-	-
Dette en €/habitant	325	302	282	893	793

Le ratio de mesure de l'endettement est celui du CRD rapporté au Recettes Réelles de Fonctionnement. Pour Ollioules, au 31.12.2019 avant l'arrêt du compte administratif, ce ratio est estimé à 0,33 alors que le seuil d'alerte est de 1,21.

Un second paramètre d'analyse consiste à mesurer la capacité de désendettement de la Ville qui mesure la solvabilité de la commune. Il s'agit de comparer le niveau de l'épargne brute à l'encours. Comme pour les exercices précédents, ce rapport en 2019 oscillera autour de 1 an. La moyenne des communes est située entre 5 & 7 ans, le seuil critique à partir de 10 ans.

V – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2020

A – La section de fonctionnement

Les résultats de 2019 ont conforté la capacité de la Ville à s'engager sur le mandat à venir sur un ambitieux programme d'investissement dont le point d'orgue et le grand projet de requalification urbaine Malraux-Lemoyne.

Aux aléas traditionnels pour traiter d'orientations budgétaires à 3/5 ans que sont :

- ⇒ le niveau des recettes perçues de l'Etat (DGF, compensation TH),
- ⇒ la temporalité liée à la réalisation des investissements
- ⇒ le maintien de soutiens forts en investissement des collectivités partenaires

s'ajoute un aléa majeur lié à la crise sanitaire dont les effets économiques, sociaux et financiers sont susceptibles d'affecter la réalisation des investissements ambitionnés.

1 - Les recettes de fonctionnement

Tensions et interrogations restent avérées sur l'évolution de certaines recettes.

- Les unes du fait de décisions du gouvernement tenant au niveau de DGF à percevoir en 2020 et suivantes ou encore à l'impact de la réforme de la taxe d'habitation.
- Certaines recettes de loyers ou régies impactées par la crise sanitaire liée à la pandémie. La commune ayant d'ores et déjà minoré ses recettes de 150 000 €.

	Réalisé 2019	OB 2020 Opérations réelles	Tendance		Commentaires
			2021	2022	
013 Remboursement de rémunérations	79 398	80 000	70 000	50 000	Baisse contrats aidés & remboursements des assurances statutaires
70 Produit d'exploitation et du domaine	910 986	819 000	940 000	950 000	<u>Crise sanitaire</u> : - 120 000 € de recettes en 2020
73 Impôts et taxes	10 528 366	10 238 000	10 303 000	10 426 000	Postulat + 1,2 %
. Produits 3 taxes	7 290 456	7 309 000	7 396 000	7 484 000	Réforme TH
. Attribution de compensation TPM	1 196 835	1 196 835	1 196 000	1 196 000	Revoyure Métropole en 2020 ou 2021
. Taxe sur l'électricité	365 778	370 000	375 000	380 000	Recette stable
. Droits de mutation	1 217 468	957 000	900 000	900 000	Recette estimée aléatoire
74 Dotations & subventions	1 530 095	1 418 000	1 475 000	1 475 000	
. DGF forfaitaire	472 868	443 000	440 000	440 000	Tension sur la DGF
. DSU & DN péréquation	189 800	129 000	110 000	110 000	Dotation de péréquation suppression de la DSU
75 Autre produits de gestion	841 586	1 356 000	865 000	874 000	<u>Crise sanitaire</u> : - 30 000 € sur recettes en 2020 (loyers) + 150 000 € et 400 000 € de loyers capitalisés Loyers ERILIA (400 000 €)
76/77 Produits financiers & exceptionnels	157 487	139 000	90 000	60 000	Vente partielle et totale de parts sociales
	14 047 918	14 050 000	13 743 000	13 835 000	

Le scénario proposé se veut prudent pour les raisons sus mentionnées du fait d'un manque de visibilité sur les impacts susceptibles d'affecter le budget de l'Etat et donc le budget communal.

Par ailleurs, une procédure de revoyure est engagée faisant suite aux transferts financiers de la Ville vers la Métropole que la Ville suivra avec vigilance.

2 - Les dépenses de fonctionnement

L'exercice est délicat car les projections reposent sur des postulats d'évolution de dépenses sans création de services (à service constant).

	Réalisé 2019	OB 2020 Opérations réelles	Tendances		
			2021	2022	
011 Charges à caractère général	2 566 293	2 700 000	2 732 000	2 765 000	Evolution à + 1,2 % par an
012 Charges de personnel	5 637 616	5 790 000	5 920 000	5 991 000	Evolution à + 2,5 % par an
65 Autres charges de gestion	1 305 848	1 640 000	1 472 000	1 495 000	Base 1 450 000 € + 1,5 %
66 Charges financières . Intérêts . Frais financiers	75 779	100 000	100 000	90 000	Pas d'emprunt réalisé en 2020 & 2021
67 Autres charges	137 975	60 000	60 000	60 000	Hypothèse sans pénalité SRU
022 Dépenses imprévues	-	310 000	100 000	100 000	Seuil à 100 000 €
Travaux en régie	- 219 823	- 240 000	- 240 000	- 240 000	
Dépenses réelles de fonctionnement		10 360 000	10 144 000	10 291 000	

Les exercices entre 2019 et 2020 sont dorénavant comparables, l'impact de la Métropole ayant eu lieu en 2019 par rapport à 2018. Le principe retenu hors les charges de personnel aboutit à une maîtrise budgétaire autour de + 1,5 % par an. Ce principe s'entend, pour rappel, à services constants.

B – La section d'investissement

Au terme de l'exercice 2019 et du mandat 2014-2019, le niveau d'investissement de 5,5 M€ par an a été réalisé par une mobilisation permanente de moyens humains (régies et prestataires de service) et financiers.

L'exercice budgétaire 2020 ouvre la voie d'un ambitieux programme d'investissement de près de 40 M€ sur 6 ans réparti en 4 axes forts :

1. Le Grand Projet Urbain MALRAUX-LEMOYNE
2. La création d'équipements publics culturels & sportifs
3. Une politique affirmée d'acquisitions foncières
4. La réalisation de logements sociaux.

Pour cet objectif, la commune procède sans relâche à la recherche de financements externes.

1 - Les recettes d'investissement

Schématiquement, les recettes sont catégorisées ainsi qu'il suit :

Les recettes d'épargne

- L'excédent de l'année écoulée de la section d'investissement (ce résultat pouvant être excédentaire ou déficitaire)
- La capitalisation de l'excédent de fonctionnement de l'exercice écoulé (épargne consolidée)
- L'épargne réalisée en parts sociales.

Les financements externes

- Somme des subventions reçues de l'Etat, l'Europe, la Région, la Métropole et le Département ...
- Remboursement de la TVA par l'Etat
- Le produit de la taxe d'aménagement partagé avec la Métropole.

L'emprunt

Le scénario idéal admet que ces 3 parts s'harmonisent sur une répartition 40 %, 30 %, 30 %. La commune soucieuse de s'assurer une autonomie financière solide œuvre pour minimiser le recours à l'emprunt. Le mandat à venir devra respecter à minima cette répartition tout en visant mieux.

2 - Les dépenses d'investissement

Sur les axes déclinés plus haut, la commune consacre un important financement pour lequel la Métropole sera sollicitée dans le cadre du Grand Projet Urbain pour l'aménagement des parkings, voirie et places publiques.

Les principaux travaux programmés en 2020 avec les acquisitions peuvent être catégorisés ainsi qu'il suit (liste non exhaustive) :

- Le Grand Projet Urbain 5 480 000 €
- Les travaux sous maîtrise d'ouvrage de VAD (autres travaux) 3 120 000 €
- Les acquisitions foncières (terrains et bâtiments) 3 265 000 €
- Les travaux de bâtiments création & entretien 2 640 000 €
- La construction de logements sociaux 520 000 €
- Les fonds de concours à verser à TPM 500 000 €

Les dépenses – Scénario horizon 2022-2023

	OB 2020	ESTIMATIONS		
		2021	2022	2023
Dépenses d'équipement brut	17 435 000	8 400 000	9 300 000	10 900 000
Acquisitions foncières	3 265 000	1 000 000	600 000	600 000
Travaux de bâtiment	2 640 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000
Grand Projet Urbain	5 480 000	3 000 000	5 000 000	7 000 000
Travaux sous MOD VAD	3 120 000	1 000 000	1 000 000	600 000
Travaux de logements sociaux	520 000	400 000	400 000	400 000
Autres travaux & acquisitions	355 000	250 000	250 000	250 000
Fonds de concours TPM	500 000	500 000	300 000	300 000

MOD Ville pour TPM	310 000	-	-	-
AC versée à TPM	745 000	750 000	750 000	750 000
Autres dépenses réelles	181 000	200 000	200 000	200 000
Remboursement de dette	270 000	280 000	290 000	360 000
TOTAUX	17 886 000	8 880 000	9 790 000	11 460 000

Les recettes d'investissement

Schématiquement, les recettes d'investissement sont :

- Les excédents antérieurs repris et/ou capitalisés
- Les subventions reçues (Etat, Europe, Région, Département, Métropole ...)
- Le remboursement de la TVA sur les travaux et la taxe d'aménagement
- Les emprunts

Le scénario qui prévaut tend toujours à privilégier un faible recours à l'emprunt qui reste un financement « ultime » d'équilibre.

Les recettes – Scénario horizon 2022-2023

	2020	2021	2022	2023
EPARGNE	11 823 000	6 500 000	7 500 000	3 000 000
. Résultats repris	4 082 000	3 000 000	1 500 000	-
. Excédent capitalisé	4 741 000	3 500 000	3 000 000	3 000 000
. Parts sociales	3 000 000	-	3 000 000	-
FINANCEMENTS EXTERNES	2 807 000	1 350 000	1 350 000	3 050 000
. Subventions	1 814 000	600 000	500 000	1 900 000
. FCTVA	740 000	500 000	600 000	800 000
. Taxe d'aménagement	253 000	250 000	250 000	350 000
EMPRUNTS	-	-	Ø	4 000 000
. Autofinancement prévisionnel	3 650 000	3 100 000	3 000 000	2 800 000
TOTAUX	18 280 000	10 950 000	11 850 000	12 850 000

Ce scénario reste intentionnel et conditionnel et sera adapté en fonction des contraintes liées notamment à l'état d'avancement du Grand Projet Urbain.
 La projection proposée à 3 ans reste aléatoire et va dépendre :

- ⇒ du degré d'avancement de la réalisation du Grand Projet Urbain,
- ⇒ de la part active prise par la Métropole au financement du Grand Projet Urbain,
- ⇒ des financements externes reçus toujours en financement de ce grand projet.

Le Budget des caveaux

La commune conserve le seul budget annexe des caveaux qui reste aujourd'hui largement excédentaire, le produit de la vente des caveaux et concessions étant largement supérieur au coût des travaux réalisés par la Ville.

CONCLUSION

Les Orientations Budgétaires dessinées en janvier ou février 2020 peuvent être affectées par la crise sanitaire mondiale traversée et sont donc révisées en conséquence.

Pour autant, un scénario doit être écrit rappelant que les collectivités territoriales par leurs investissements majeurs dans le BTP doivent contribuer à la relance de l'activité économique.

La prospective à 3 ans proposée est ainsi ramenée à de nombreux aléas exogènes et endogènes qui ne doivent pas affecter les objectifs du mandat.

L'ambition admet comme postulat que le partenariat avec la Métropole sera un élément fondateur essentiel pour tenir le cap choisi qui consiste à :

- investir pour améliorer le cadre de vie des ollioulais avec notamment des investissements dans les domaines scolaire et sportif, dans la sécurité et dans l'émergence du projet urbain
- figer les taux des impôts locaux communaux à des niveaux toujours bas
- constituer une épargne permanente par une rationalisation de nos dépenses
- conserver le niveau d'endettement de la commune raisonnable
- maintenir le niveau de soutien au tissu associatif local
- s'inscrire en convergence et respect du plan-programme du mandat.

GLOSSAIRE

AC	Attribution de Compensation
ATSEM	Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles
CA	Compte Administratif
CLECT	Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées
DEB	Dépenses d'Equipement Brut
DETR	Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux
DGF	Dotation Globale de Fonctionnement
DOB	Débat d'Orientations Budgétaires
DSIL	Dotation de Soutien à l'Investissement Local
DSU	Dotation de Solidarité Urbaine
ETP	Equivalent Temps Plein
FCTVA	Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée
FPIC	Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes
OM	Ordures Ménagères
RAR	Restes à Réaliser
RH	Ressources Humaines
ROB	Rapport d'Orientations Budgétaires
RTT	Réduction du Temps de Travail
TC	Temps Complet
TEOM	Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères
TLPE	Taxe Locale sur la Publicité Extérieure
TNC	Temps Non Complet
TPM	Toulon Provence Méditerranée
VAD	Var Aménagement Développement